



A l'Elysée, à l'Assemblée, à Palaiseau Les vrais visages de la Droite

Edito

Cadeaux pour les riches, austérité pour les autres !

Nous savons maintenant que la croissance française sera limitée à 1,8% selon les dernières prévisions. Cette révision d'un demi point aura des répercussions sur le rythme de l'activité économique en 2008 : environ 10 milliards de recettes en moins.

Ces statistiques ne font pas l'affaire du gouvernement qui veut croire que le pays est entré dans "une phase d'accélération".

Accélération certes mais des déficits, des cadeaux fiscaux et non pas de la croissance !

Après avoir fait adopter, cet été, le paquet fiscal qui entraîne un manque à gagner de 15 milliards d'euros, nous payerons l'augmentation de la dette, le gouffre de la sécurité sociale et la croissance atone, par le biais des franchises médicales ou par la TVA sociale à venir.

N'ayons pas de doute. Nicolas Sarkozy n'hésitera pas, une fois les municipales passées, à mettre en place un plan d'austérité.

INJUSTES FRANCHISES MEDICALES

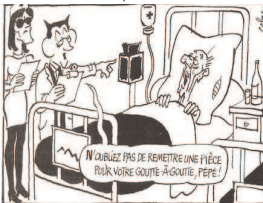
A compter du 1er janvier 2008, un forfait de 0,50 non remboursé sera prélevé sur chaque boîte de médicaments et pour chaque acte paramédical. Pour les transports sanitaires, son montant sera de 2 .

Ces franchises viennent s'ajouter à la longue liste des mesures instaurées par la droite comme la mise en place du forfait d'un euro par acte médical, la création du ticket modérateur ou le forfait quotidien de 16 en cas d'hospitalisation.

Le constat est catastrophique. Aujourd'hui, 10 % de la population française ne dispose d'aucune complémentaire santé et certaines dépenses sont très mal remboursées. Les inégalités d'accès aux soins s'accroissent et contribuent à expliquer les inégalités sociales de santé : à 35 ans l'espérance de vie d'un cadre supérieur est toujours de 7 ans supérieure à celle d'un ouvrier.

Le déficit de la Sécurité sociale s'est creusé depuis 2002 d'une manière inconsidérée pour arriver à 12 milliards d'euros à compa-

rer aux cadeaux fiscaux de Sarkozy au plus riches de 15 milliards d'euros. En 2001, grâce à la gauche, les comptes étaient en excédent de 1,5 milliards d'euros. Le choix du gouvernement actuel va dans le sens des heures supplémentaires, exonérées de cotisations et même d'imposition.. **Le principe de se priver de recettes sur les revenus les plus élevés est injuste socialement.**



Par ailleurs, l'affectation du produit des franchises aux plans Cancer et Alzheimer introduit une rupture dans le principe de solidarité sur lequel repose notre système de santé. Seuls les malades payeront pour les malades !

Les socialistes font des propositions concrètes :

- l'élargissement de l'assiette des cotisations sociales et la mise en place d'une vraie politique de l'emploi car plus d'emplois égal plus de cotisations sociales.
- la taxation d'un certains nombre de revenus financiers comme les stock options.

Car l'Etat doit veiller à ce que la société reste organisée selon le principe de solidarité. Il doit assurer à chacun l'accès à des soins de qualité, en fonction de ses besoins et non pas de ses moyens. La santé est un bien commun fondamental qui n'a rien à voir avec la rentabilité !

Justice : La violence de la droite condamnée

Il existe sur Palaiseau des panneaux d'affichage libre. Libre, cela veut dire que chacun a le droit d'y coller des affiches, de dénaturer celles qui y sont présentes, de dessiner, de s'exprimer. S'exprimer, c'est ce qu'a fait une militante du Parti Socialiste un soir lors de la campagne législative.

Cela n'a pas été du goût d'un ancien maire adhérent UMP flânqué de deux autres "compagnons". Il a déclaré dans la presse "avoir posé la main sur l'épaule" de notre camarade. Bilan : 7 jours d'interruption de travail, une clavicle déplacée et une entorse cervicale ! Il vient d'être reconnu coupable par le Tribunal de grande Instance de Palaiseau et condamné à une amende. Il n'a pas fait appel.

Nous attendons maintenant de la droite, que à toujours soutenu cet individu, qu'elle rappelle le droit à la liberté d'expression, qu'elle rejette l'usage de la violence comme arme démocratique et qu'elle sanctionne politiquement cet inacceptable comportement.

La gauche agit contre la spéculation immobilière

La rareté de l'offre de logements a fait augmenter artificiellement les prix du foncier. Face à cette situation, la municipalité prépare des programmes de logements pour tous (locatif social, locatif intermédiaire et accession). Mais elle souhaite en maîtriser la réalisation et les prix de sortie. C'est pour cela qu'elle a passé une convention avec l'Établissement Public Foncier de Région Ile de France (EPFIF) qui achètera les terrains en vente et les "portera" le temps que les opérations de logements se fassent. Ainsi, la ville pourra négocier avec les promoteurs le prix de vente parce qu'elle maîtrisera les terrains. C'est comme cela que la ville agit pour la SFIM sans que cela ne coûte un Euro aux palaisiens.

Inscriptions sur les listes électorales

Pour voter en mars 2008, il faut s'inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre 2007. Pensez-y dès aujourd'hui ! Rapide et simple, il suffit de se présenter en Mairie muni d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile. Les citoyens de l'Union Européenne peuvent voter pour ces élections. Mais il faut aussi qu'ils s'inscrivent sur les listes avant le 31 décembre.

Directeur de la publication : Yannick GUILLEMAUD
Ce journal est entièrement financé par les militants socialistes.

La droite palaisienne au service des promoteurs

Malgré ses discours apaisants, la droite palaisienne dévoile petit à petit ses orientations en matière d'urbanisme : le laisser-faire en faveur des promoteurs privés. Soit le retour de la politique rejetée par les palaisiens en 2001.

C'est une politique totalement différente que la municipalité de gauche a mis en œuvre depuis 2001. La volonté est très claire : répondre aux besoins en matière de logement en maîtrisant les prix du foncier, en recherchant une architecture insérée dans notre environnement. Il est en effet nécessaire de construire dans le temps le nombre de logements nécessaires pour répondre aux besoins des demandeurs actuels (près de 500 et certainement autant qui ont renoncé à en chercher un dans le parc HLM), de débloquer le parcours résidentiel (c'est-à-dire de permettre à ceux qui ont un logement locatif d'accéder à la propriété) tout en luttant contre la spéculation foncière et en préservant un environnement de qualité. C'était l'objet du Plan Local d'Urbanisme voté en juillet 2006. Depuis cette date, le PLU se met en œuvre tranquillement. La plupart des permis de construire délivrés ont été déposés par des palaisiens désireux d'agrandir leur maison. Un observatoire de l'Urbanisme va être prochainement créé pour donner des chiffres objectifs et un atelier public d'urbanisme va être lancé pour associer les habitants aux aménagements prévus à côté du lycée et sur le haut Pileu.

La droite palaisienne est dans une toute autre logique : celle qu'elle a appliquée entre 1995 et 2001 dans notre ville : le laisser-faire immobilier.

Pendant cette période nous avons vu fleurir des opérations immobilières sans contrôle public. Dans la même logique, le 20 juin dernier elle a voté contre la convention passée entre la ville et l'établissement Public Foncier de la Région Ile de France au motif que la ville devait laisser faire le marché, c'est-à-dire accepter des réalisations immobilières en accession à 5000 du m² ! Mieux, les conseillers municipaux de droite se sont lancés lors du Conseil Municipal du 20 juin dernier dans un véritable plaidoyer de défense d'un promoteur bien connu pour avoir bétonné Antony et Sceaux avec les prix que l'on connaît. La droite s'oppose à une action volontariste de la ville qui, elle, se donne les moyens d'arrêter cette opération immobilière juteuse.

Le double discours de l'UMP sur l'OIN

Il est difficile de s'y reconnaître dans le discours de la droite palaisienne sur l'O.I.N. Elle était contre avant les élections nationales, puis "favorable mais vigilante" pendant. Maintenant elle semblerait revenir à une nouvelle opposition... avant les élections municipales.

Pourtant l'Opération d'Intérêt National a été créée par le gouvernement de Dominique De Villepin et le Président Sarkozy en a fait l'un de ses principaux chantiers pour le quinquennat comme il l'avait annoncé pendant sa campagne présidentielle.

La droite palaisienne reprend donc sa bonne vieille technique du double discours. Le précédent Maire UMP s'était fait élire contre l'aménagement de l'Ouest de Polytechnique mais a accepté l'installation de Danone Vitapole. Les élus UMP ont voté contre le PLU en 2006 au motif qu'il prévoyait l'aménagement des quartiers du lycée et du haut Pileu. Pourtant en 1999, lorsqu'ils étaient aux affaires, ils ont voté l'aménagement différé de ces deux secteurs. Pire, ils avaient décidé d'installer des entreprises sur le haut Pileu !

Sur l'OIN, c'est la même technique. La droite soutient Sarkozy et ses projets et appliquera sa politique si, par malheur, elle revenait aux affaires à Palaiseau.

Contactez-nous !

Nom : Prénom :

Adresse : Téléphone :

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Je souhaite prendre contact avec le Parti Socialiste

A retourner ou à déposer au :

Parti Socialiste - 109, rue de Paris 91120 Palaiseau - Tél. : 01 60 14 98 23